

Comment le Front national contrôle «ses» territoires et «ses» administrés¹

J'ai déjà déjà tenté d'expliquer, en 2015, pourquoi et comment le FN pouvait attirer des travailleurs de droite et surtout leurs votes². **Cet article vise à décrire comment le FN consolide son pouvoir, une fois qu'il a réussi à gagner les élections municipales dans une commune.**

Mais peut-être, avant de commencer, faut-il rappeler brièvement que le FN a été créé en 1972, il y a donc quarante-cinq ans. Au début, il s'agissait d'une simple fédération de courants et groupuscules d'extrême droite, ne regroupant pas plus de 500 personnes, elles-mêmes divisées en plusieurs tendances, des nationaux-catholiques les plus réactionnaires aux «nationalistes-révolutionnaires» païens, des anciens collaborateurs pro-nazis aux anciens colons racistes ayant vécu en Algérie, etc.

Selon Valérie Igounet et Stéphane Wahnich³, depuis 1972, le National a connu quatre phases:

- **1972-1987**: le FN apparaît comme un groupe anticommuniste qui s'oppose avec virulence à l'immigration et l'avortement. Sous la direction de Jean-Marie Le Pen, il tente de se débarrasser de ses militants plus radicaux. En 1983, il réussit à obtenir un adjoint au maire à Dreux en concluant une alliance avec la droite locale et gagne aussi 10 sièges de députés lors des élections européennes en 1984. Le FN introduit dans l'opinion publique deux thèmes qui deviendront de plus en plus centraux dans les débats politiques nationaux: l'immigration et l'insécurité (les deux «i» avant que vienne s'y ajouter le troisième «i»: l'islam). En 1984, grâce à l'introduction de la proportionnelle par Mitterrand pour diviser la droite⁴, le FN remporte 35 sièges à l'Assemblée nationale

- **1988-1997**: le FN tente d'élargir sa base électorale. Il a 1 350 conseillers municipaux et quatre mairies: Toulon, Vitrolles, Marignane et Orange.

- **1998-2011**: le parti se divise entre ceux (dirigés par Bruno Mégret) qui veulent s'allier à la droite et ceux (dirigés par Jean-Marie Le Pen) qui veulent la faire exploser pour prendre la direction du processus de recomposition qui en résulterait. Le FN perd 40% de ses membres, 500 conseillers municipaux sur 1250, 3 députés sur 12, etc. Malgré ces revers, en 2002, Jean-Marie Le Pen réussit à éliminer Jospin, le candidat du Parti socialiste au premier tour, et à être présent au deuxième tour des élections présidentielles. Marine Le Pen rejoint le parti en 1997 et devient une star dans les médias entre le premier et le deuxième tour des élections présidentielles de 2002.

¹ Ce texte a été rédigé pour accompagner une intervention lors d'une réunion organisée à Londres par l'Alliance for Workers Liberty le 1^{er} juillet 2017. Merci à C.P. pour ses critiques toujours pertinentes, et à L.G. et J.G. pour leurs corrections de la version anglaise.

² «Sur les succès électoraux du FN et sa prétendue dédramatisation» (2014) <http://www.mondialisme.org/spip.php?article2080>; «Du Front national et de sa démagogie "sociale": FN et travailleurs. Clichés sur le FN. Antifascisme et FN» (2015) (<https://mondialisme.org/spip.php?article2424>) et dans la revue *Ni patrie ni frontières* n° 54-55.

³ Valérie Igounet et Stéphane Wahnich, *FN: une duperie politique*, Cahiers du CRIF n° 39, 2015, http://www.crif.org/sites/default/fichiers/images/documents/Etudes%20du%20Crif_39_%20exe.pdf.

⁴ Mais il faut reconnaître que cette mesure se trouvait dans le Programme commun adopté en juin 1972, trois mois avant la création du FN.

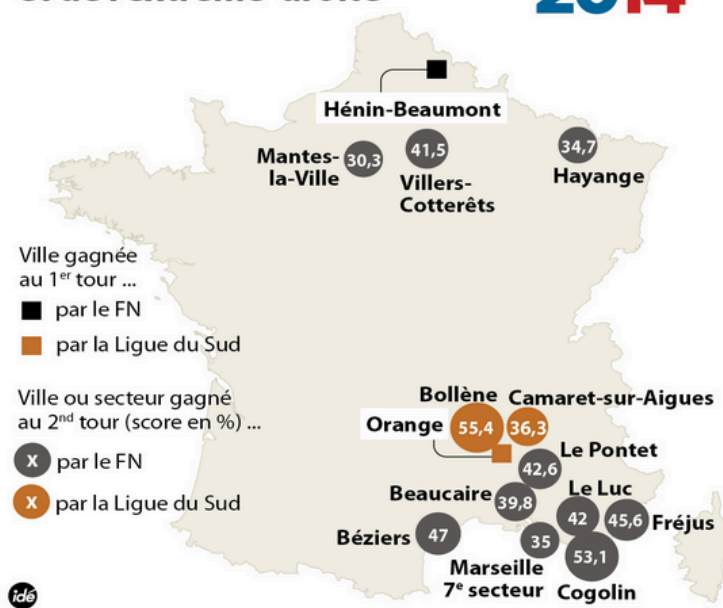
- **2011-2017.** Au congrès de Tours en 2011, Marine Le Pen est élue présidente du parti et, avec l'aide diligente des médias⁵, elle réussit à convaincre de plus en plus d'électeurs que le Front national aurait changé. Elle marginalise son père et la plupart de ses vieux partisans, et accentue un tournant «social» que son père avait déjà initié en 1995. Elle mobilise le parti autour d'une politique protectionniste et souverainiste, critique l'Union européenne et les accords de Schengen; exprime son hostilité radicale à la liberté de circulation des personnes, dénonce une mondialisation pilotée par les Américains, etc. Elle essaie également de se débarrasser de la réputation antisémite de son parti en proclamant que le Front national serait «à l'avenir, le meilleur bouclier pour protéger» les Juifs, même si sa critique de la finance «nomade» et «apatride», sa dénonciation du rôle de certains intellectuels ou hommes politiques juifs (BHL, Attali, Benamou, Moscovici, Strauss-Kahn), restent toujours borderline... Comme l'écrit Michel Eltchaninoff: «(...) l'auditeur ou le lecteur antisémite trouvera dans ces propos de quoi alimenter son obsession. Habitué à dissimuler ses opinions, il aura plaisir à percevoir les rapprochements. Et il terminera lui-même les phrases commencées par la présidente du Front national⁶» (c'est moi qui souligne).

Après ce bref rappel historique, nous allons pouvoir aborder le thème de cet article: **comment le FN contrôle-t-il ses territoires municipaux ?**

Aujourd'hui, en 2017, le FN et ses alliés du Rassemblement Bleu Marine gèrent 11 villes, ou quartiers, incluant de 10 000 à 150 000 habitants, une en région parisienne, deux dans le nord-est de la France et huit dans le sud de la France⁷.

Les victoires du FN et de l'extrême-droite

MUNICIPALES
2014



Carte publiée par 20 minutes (<http://www.20minutes.fr/elections/1338133-20140331-video-municipales-14-villes-dirigees-extreme-droite>)

⁵ Entre 1983 et 1997, Jean-Marie Le Pen est passé 75 fois par an à la télévision. Mais sa fille y est passée 842 fois par an entre 2011 et 2013, alors que le secrétaire général du Parti socialiste n'y est apparu que 200 fois !

⁶ *Dans la tête de Marine Le Pen*, Solin/Actes Sud, 2017.

⁷ Le nom et la taille de la population de ces villes sont respectivement Le Luc (9 500 habitants) ; Villers-Cotterêts (10 090) ; Cogolin (12 517) ; Beaucaire (15 505) ; Hayange (15 757) ; Le Pontet (17 476) ; Mantes-la-Ville (19 858) ; Hénin-Beaumont (26 278) ; Fréjus (52 953) ; Béziers (75 701) ; et un quartier de Marseille, le 7^e secteur (150 971). On peut y ajouter trois petites villes gérées par la Ligue du Sud : Camaret-sur-Aigues (4 500), Bollène (13 574) et Orange (29 482). Le FN n'a remporté ses élections que grâce à des triangulaires ou des quadrangulaires – sauf à Cogolin où il s'agissait d'un duel.

Pour illustrer les méthodes du FN, et expliquer comment il réussit à contrôler un territoire spécifique, je me référerai aux textes publiés par le réseau VISA depuis 2014 et couvrant toute la France (notamment la série «Lumières sur mairies brunes» n° 1 à 9, de 2014 à 2017⁸) et au livre d'une conseillère municipale écologiste de Hénin-Beaumont⁹. Cette ville est un modèle vanté par Marine Le Pen depuis des années. Chaque section locale du FN est encouragée à suivre son exemple si elle veut réussir à conquérir le pouvoir local.

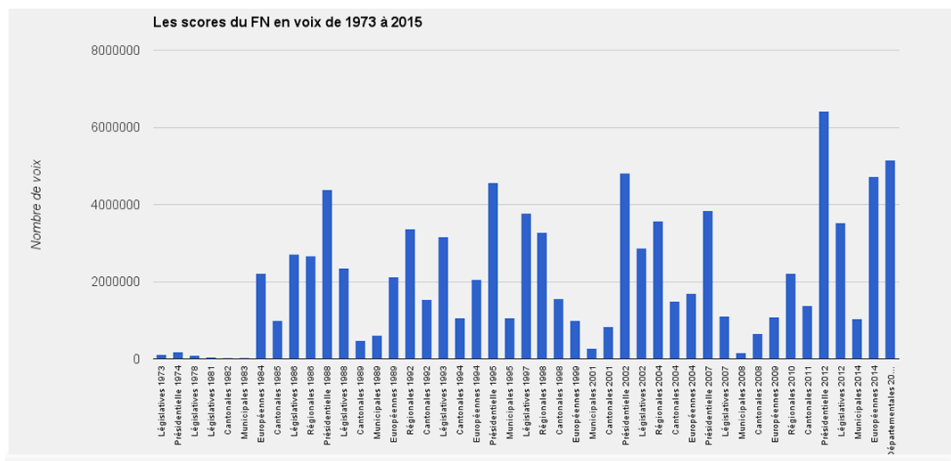
Je préfère utiliser l'expression «**national-populiste**» pour caractériser le FN et non le terme «fasciste», mais je n'aborderai pas ici ce problème d'étiquette¹⁰. En effet, il me semble plus important de comprendre comment le FN opère concrètement à l'intérieur du système démocratique-bourgeois, système qui lui permet d'ailleurs de prospérer en toute légalité. Si l'on voit uniquement dans le FN une formation violente utilisant des voyous équipés de nunchakus, de coups de poing américains, de poignards et d'armes à feu, on aura du mal à comprendre comment ce parti a réussi à remporter 11 élections municipales en 2014, 24 élections européennes en 2014 et 8 élections législatives en 2017 ; et comment il est passé de 2 millions de voix en 1984 aux élections européennes à **10,6 millions de voix au deuxième tour des élections présidentielles d'avril-mai 2017**. Même si, un mois plus tard, aux législatives de juin 2017, ces chiffres ont considérablement baissé, puisqu'on est passé de 2,9 millions de voix au premier tour des législatives, le 11 juin 2017, à 1,6 millions de voix au deuxième tour¹¹, le 18 juin 2017. L'évolution du vote FN est plutôt chaotique, mais, sur le long terme, son influence a tendance à croître de façon inquiétante:

⁸ Cf. le site <http://www.visa-isa.org/>. Les quatre premiers articles de cette série ainsi que d'autres textes ont été réunis dans un livre publié aux Editions Syllepse en 2015: Vigilance et initiatives syndicales antifascistes (VISA), *Lumière sur mairies brunes* qui contient des informations utiles malgré son ton «citoyenniste» rempli d'illusions sur «*les principes républicains et les valeurs démocratiques communes*». (Sur la critique du citoyennisme cf. <http://mondialisme.org/spip.php?article2479>.)

⁹ Marine Tondelier, *Nouvelles du Front. La vie sous le FN. Une élue de l'opposition raconte*, Les Liens qui libèrent, 2017. Cf. ma critique : <http://nprnf.eu/spip.php?article4>.

¹⁰ Pour expliquer brièvement la différence entre le national-populisme moderne et le fascisme, je peux citer ce qu'Enzo Traverso écrit sur Trump, qu'il considère comme un «néolibéral kitsch» très différent des mouvements nationaux-populistes européens, selon lui: «*Il n'a pas de programme (...). Il ne mobilise pas les masses, il attire un public d'individus atomisés, de consommateurs appauvris et isolés*» (*Les nouveaux visages du fascisme, Textuel*, 2017 p. 31). Traverso préfère utiliser le concept de «postfascisme» que celui de «national-populisme» parfois pour de bonnes raisons mais surtout parce que, comme la plupart des intellectuels de gauche aujourd'hui, il soutient les aspects «positifs» («redistributeurs» et «anti-impérialistes») des populismes latino-américains, raison pour laquelle il s'accroche au concept confus du «peuple». Cette notion a pourtant toujours été centrale dans la pensée conservatrice, d'extrême droite et fasciste parce qu'elle avait des fondements ethniques, raciaux et culturels évidents. La gauche n'a jamais réussi à la transformer en un concept émancipateur malgré tous ses efforts. On pourra lire trois définitions du national-populisme, pages 13 et 14 de ce texte.

¹¹ En 2017, le FN a 11 maires sur 36 000 ; 62 conseillers départementaux sur 4 108, et dans seulement 14 départements sur 100 ; 8 députés sur 577; 2 sénateurs sur 348 et 24 députés européens sur 751. L'absence d'un système proportionnel explique l'énorme écart entre le nombre d'électeurs et le nombre d'élus. Les militants de gauche qui luttent pour un système plus démocratique sont pris dans une contradiction mortelle, car l'introduction d'un vote proportionnel ne pourrait qu'offrir un énorme pouvoir à un parti qu'ils dénoncent sans cesse comme «fasciste».



Ce texte tente de décrire comment les maires du FN et leurs équipes maintiennent et élargissent leur pouvoir, une fois élus. On peut dégager au moins dix outils fondamentaux utilisés par le FN pour contrôler le territoire d'une commune. même s'il existe évidemment des nuances et des différences suivant la personnalité de chaque maire et les situations locales. Ma description pourra sembler un peu simplificatrice, puisqu'elle rassemble tous les aspects négatifs de la politique du FN pour dégager un modèle cohérent, malgré les multiples contradictions et incohérences qui caractérisent ce parti d'extrême droite.

1) Tout d'abord, le FN essaie de réduire au silence le personnel municipal qui sympathisait auparavant avec la gauche, si la ville était gérée par le Parti socialiste ou le Parti communiste. Si la commune était dirigée par la droite, la situation est beaucoup plus facile pour le FN dans la mesure où celle-ci a de nombreux points communs avec lui¹² : si, avant 2014, Hayange, Hénin-Beaumont, Villers-Côterets, Le Luc et le 7^e secteur de Marseille étaient conduits par la gauche, Le Pontet, Beaucaire, Béziers et Fréjus étaient gérées par la droite. Quant à Orange, Bollène et Camaret-sur-Aigues, administrées depuis 2014 par la Ligue du Sud, très proche du FN, elles étaient aux mains de l'extrême droite depuis 1995 (Orange) ou de la gauche (Bollène, Camaret-sur-Aigues).

Pour atteindre son objectif, le FN mobilise les techniques traditionnelles utilisées par les gestionnaires et les patrons dans les entreprises ou les administrations. Il cible les cadres qui ont une sensibilité de gauche et essaie de les pousser à quitter volontairement leur emploi; pour créer des divisions parmi les employés municipaux, il fait circuler de nombreuses rumeurs, y compris sur leurs amours ; le maire oblige les employés de gauche à changer souvent de bureau, d'étage ou de bâtiment; il met ses adversaires politiques dans un bureau isolé pour les démoraliser; il leur donne des tâches absurdes ou impossibles à remplir, puis les sanctionne pour ne pas les avoir correctement exécutées; il demande à ses employés les plus obéissants d'espionner et de lui signaler les actions et les discussions impliquant les employés de gauche, etc.

Si les syndicats d'employés municipaux sont un petit peu combatifs, le FN prend pour cible les militants les plus actifs, en multipliant les plaintes pour diffamation, voire en menaçant de procédures disciplinaires, comme à Hayange, les syndicalistes et aussi tous les employés. En effet, ceux-ci sont censés s'exprimer «avec retenue, en dehors de leur service, dans leur vie privée, sur Internet et sur

¹² Selon Christèle Marchand-Lagier (*Le vote FN, Pour une sociologie localisée des électeurs frontistes*, DeBoeck, 2017), qui a effectué une longue enquête de terrain dans la région PACA et y vit, l'une des principales raisons de la défaite de la droite et de la victoire du FN serait que les vieux caciques de la droite locale ne voulaient laisser aucune place aux jeunes gens qui avaient des ambitions politiques.

messagerie électronique». Ce qui n'empêche pas la mairie de faire distribuer à ses employés des tracts contre la CGT locale¹³.

Dans ses mairies, le FN recycle aussi ses candidats malheureux dans d'autres circonscriptions et embauche des militants provenant de groupes néofascistes, notamment des Identitaires. Il a également recours aux services de sociétés de communication ou de gardiennage, de mutuelles, d'agences de consultants fondées par des membres de l'extrême droite radicale (GUD, FANE, Œuvre française, etc.).

2) Le FN utilise intensivement les médias et de façon particulièrement agressive :

– **le journal municipal local** pour promouvoir les «bonnes actions» de l'équipe municipale et afin d'attaquer et calomnier les conseillers municipaux, départementaux et régionaux ou les députés de gauche. Comme on pouvait s'y attendre, l'opposition bénéficie d'un espace très limité dans ces publications pour exprimer ses idées et ses propositions;

– **les quotidiens régionaux de la presse bourgeoise** s'ils acceptent de propager les idées du Front et de publier, sans le moindre commentaire critique, ses communiqués de presse. Lorsque les médias locaux (*La Voix du Nord* ou *Var Matin* par exemple) osent critiquer le FN, ou tentent de pratiquer un journalisme plus «objectif», le Front national demande systématiquement un droit de réponse ; ses militants vont même jusqu'à manifester devant le siège des journaux locaux pour protester contre leur ligne politique.

– **les réseaux sociaux**, Facebook¹⁴, Twitter et toutes sortes de sites et de blogs officiels et officieux¹⁵. Le FN est devenu très présent et habile sur ce terrain. Il bénéficie du soutien de ses nombreux alliés dans l'extrême droite (des idéologues-agitateurs comme Alain Soral, mais aussi des sites «indépendants» comme FdeSouche, Le Salon Beige, Riposte laïque, Novopress, etc.) qui lui servent d'éclaireurs sur certains thèmes (par exemple, Riposte laïque avec la mosquée de la rue Myrrha dans le 18^e arrondissement de Paris et les apéros saucisson-pinard) font son travail et multiplient l'effet de sa propagande, de ses vidéos, de ses «blagues» racistes, etc.

3) Le FN espionne la population locale

Internet et les réseaux sociaux sont utiles non seulement pour propager les idées du FN, pour calomnier et attaquer violemment ses adversaires (en les traitant d'«*alcooliques, fainéants, racailles, hystériques, ânes*», etc.), mais aussi pour surveiller ce que pensent les habitants, en particulier les employés municipaux et **les personnalités locales, y compris les prêtres, les rabbins, les imams¹⁶ et les pasteurs**. Les informations recueillies sur les réseaux sociaux servent à organiser un **harcèlement systématique** par mail, SMS et messages sur Facebook afin de faire pression sur les adversaires ou critiques du FN. Les appels téléphoniques et les menaces de mort anonymes (et aussi de viol contre des opposantes) sont également assez fréquents.

¹³ Il faut noter que, à Hayange, le maire, Fabien Engelmann, est passé par Lutte ouvrière et le NPA avant d'adhérer au FN en 2010. Il fut exclu, en 2011, du syndicat CGT des employés communaux dans lequel il militait.

¹⁴ Les sympathisants et les électeurs du FN expriment leurs opinions très franchement sur ce réseau social, sans cacher le plus souvent leur vrai nom et leur visage. Ils assument de plus en plus leurs choix (ou ce que les sociologues appellent pudiquement leurs «préférences») politiques.

¹⁵ Un compte Facebook anonyme intitulé («La Voie d'Hénin») s'est spécialisé dans les attaques personnelles et les «plaisanteries» vicieuses contre les adversaires du FN.

¹⁶ Par rapport aux musulmans (comme par rapport à la célébration des mariages entre personnes du même sexe acceptée par Briois à Hénin-Beaumont et Ravier à Marseille), les maires du FN n'ont pas de positions politiques unifiées: à Hénin-Beaumont, Steeve Briois loue l'attitude des musulmans et de l'imam locaux et il a accepté de les laisser construire une nouvelle mosquée; à Mantes et Fréjus, les maires du FN mènent une bataille juridique pour entraver la construction de nouvelles mosquées ou salles de prière. Et à Béziers, Robert Mesnard (qui est soutenu par le FN mais n'en est pas membre) a trouvé des moyens tordus pour attaquer les commerçants musulmans parce qu'ils ouvraient après 23 heures pendant le mois de Ramadan et que cela dérangeait, paraît-il, leurs voisins. La justice lui a donné tort, établissant que cela ne créait aucune nuisance sonore supplémentaire.

4) Le FN ne se contente pas d'intimider ses adversaires politiques. Il essaie également d'exercer des pressions sur **deux groupes locaux**:

- les **petits commerçants**,
- et les **associations**.

Par exemple, tout propriétaire d'un restaurant ou d'un café qui accueille une réunion, une exposition, ou un concert de gauche ou antiraciste est boycotté par la municipalité. Cela peut se traduire par une campagne hostile dans le journal municipal et sur les réseaux sociaux et les sites Web contrôlés par le FN ou ses alliés, mais aussi par de multiples appels anonymes, le refus de fournir certaines autorisations légales indispensables (par exemple pour placer des chaises et des tables sur le trottoir à certains moments de l'année), etc.

Outre les événements politiques organisés par des restaurants ou des cafés, les commerçants sont fermement «invités» à accepter dans leur boutique des affiches municipales qui propagent des messages politiques et à soutenir explicitement la municipalité dans leurs publicités, leur papier à en-tête, etc.

En ce qui concerne les associations qui organisent des cours de guitare, des activités sportives¹⁷ et des loisirs collectifs, les pressions sont encore plus fortes et efficaces, car ces associations dépendent de fonds ou de locaux municipaux qui peuvent être très facilement réduits ou supprimés.

Bien qu'il ait tenté de construire une image pseudo «féministe», le FN, s'oppose au travail mené par des associations comme le Planning familial. Dans la ville de Le Luc, le Planning a dû cesser ses activités en raison du manque de soutien financier du maire FN.

5) Le FN sait aussi utiliser les structures démocratiques bourgeoises pour déstabiliser les conseillers municipaux de gauche. Lors des réunions du conseil municipal :

- le maire du FN et ses conseillers municipaux interrompent constamment les conseillers de gauche;
- à Hénin-Beaumont, ils les obligent à s'asseoir le dos au public alors que l'équipe municipale du FN se place face au public;
- à Hénin-Beaumont, Hayange et Fréjus, ils demandent à de nombreux militants du FN d'entrer dans la salle des délibérations, de parler à haute voix, ou même d'apporter de la nourriture et des boissons et de faire du bruit lorsque les conseillers municipaux de gauche présentent une motion ou expriment leurs désaccords avec la politique du maire, etc.

Face à ces méthodes, comment réagissent les militants de la gauche réformiste ?

– Ils subissent souvent ces pressions antidémocratiques parce qu'ils ne veulent pas être considérés comme des «fauteurs de troubles». Ils ne crient pas, ils essaient de garder leur calme lorsqu'ils sont interrompus, insultés et hués pendant les réunions du conseil municipal.

– Ils tiennent à participer, avec l'équipe municipale du FN, à des cérémonies pour commémorer la Résistance, ou contre l'antisémitisme, plutôt que de créer leurs propres manifestations sur les mêmes thèmes. Ils vont jusqu'à protester lorsqu'ils n'y sont pas invités, ce qui est un comble pour des partis qui considèrent le FN comme «fasciste» !

– Ils acceptent d'être maltraités dans les événements publics organisés par la mairie parce qu'ils partagent la fiction selon laquelle l'Etat et son échelon municipal seraient neutres et au service de tous les «citoyens».

– Ils célèbrent même le Premier mai avec le maire du FN et les dirigeants syndicaux locaux et pleurnichent quand un maire leur refuse le droit d'utiliser le matériel municipal!

¹⁷ Notamment le football, comme à Mantes-la-Jolie, sans doute parce que ce sport attire les jeunes issus de l'immigration maghrébine et subsaharienne, ce qui gêne la politique du FN en matière de nettoyage ethnique discret. Il existe d'autres techniques, officieuses celles-là, pour mettre en place un contrôle ethnique sur le territoire. Telles celles utilisées par certains maires de droite qui tiennent à séduire l'électorat FN dans les zones périurbaines qui se développent à côté des grands axes de communication (fleuves, aéroports, autoroutes). Ces zones accueillent des ouvriers et des petits bourgeois salariés franco-français : les maires contactent les promoteurs immobiliers et les particuliers qui veulent vendre leur terrain, leur ferme ou leur maison et ils essaient de les convaincre discrètement de ne pas vendre (ou de ne pas louer) leurs biens à des acheteurs non «européens». Cf. l'étude de Violaine Girard dans la région de Lyon, *Le vote FN au village : Trajectoires de ménages populaires du périurbain*, Editions du Croquant, 2017.

- Ils protestent contre la «grossièreté» et l'«autoritarisme» des maires du FN et de leurs équipes, comme si c'était une preuve de leur supposé «fascisme», oubliant que les méthodes plus polies et plus «participatives» de gestion municipale permettent tout autant d'imposer des idées et des mesures réactionnaires et anti-ouvrières.
- Ils mènent uniquement des actions sur le terrain légal : pétitions, réunions d'information, articles dans la presse et les réseaux sociaux, plaintes en justice et procès.

6) **Ardent défenseur de la culture populaire française, du patrimoine national et de l'identité nationale, le FN lance des campagnes violentes contre des artistes modernes ou d'avant-garde qu'il qualifie de «fous, dégénérés, pédophiles, élitistes, pornographes, à l'esprit malade».** Et il leur demande même, comme à Villers-Cotterêts, de «*respecter le principe de neutralité politique dans le cadre de leur prestation artistique*». A Marseille, le FN vote contre tous les projets culturels présentés par les autres partis.

Ces campagnes vont de simples pétitions à des manifestations publiques, en passant par le fait de repeindre en bleu une sculpture qui ne correspond pas à leur goût, comme à Hayange ; ou l'interdiction d'une affiche annonçant la projection d'un film sur l'homosexualité féminine à Camaret-sur-Aigues. Les opinions culturelles des jeunes maires du FN sont incohérentes car certains aiment entendre du rap, du heavy metal et de la techno, et ne cachent pas leurs goûts musicaux modernes lorsqu'ils se rendent dans des boîtes à la mode. Mais cette duplicité culturelle ne les gêne guère. Au-delà de leurs goûts personnels, il est plus important pour eux de cibler les frustrations de leurs électeurs les plus traditionnels ; de dénoncer, comme à Cogolin, les cours de «danse orientale» pour envoyer un message aux électeurs ou xénophobes racistes. Ils essaient donc de restaurer toutes sortes d'anciennes coutumes ou d'anciennes fêtes romaines, provençales, médiévales, etc., pourvu qu'elles contribuent à la relance des traditions culturelles locales¹⁸ et leur procurent une image politique «100% gauloise».

Mais cela n'empêche pas le FN, sur son site, de faire la promotion de Jean Vilar, metteur en scène de théâtre et compagnon de route du PCF, et de le présenter comme un modèle de résistance contre la mondialisation culturelle «anti-française».

7) **Les maires du FN mènent une guerre contre les habitants les plus pauvres,** les parents célibataires ou les couples sans emploi qui demandent à bénéficier de tarifs réduits, voire de repas gratuits, afin que leurs enfants puissent manger à la cantine. Au Pontet et à Beaucaire, c'est un moyen indirect d'appliquer une politique raciste et discriminatoire à l'encontre de familles «étrangères», franco-africaines ou franco-maghrébines, qui font souvent partie de ces couches sociales paupérisées. A Beaucaire, le maire est allé jusqu'à menacer les parents qui ne paient pas la cantine à temps de les dénoncer à la CAF et aux services de protection de l'enfance.

Soucieux de réaliser des économies sur le dos de la population laborieuse, les maires du FN tentent de rendre payants les services autrefois gratuits : cela va du ramassage scolaire à Cogolin aux activités artistiques périscolaires, ou à l'étude surveillée. Sans oublier la diminution des crédits aux centres sociaux qui proposent des activités aux jeunes des quartiers populaires, aux centres d'action sociale qui distribuent des aides financières en dehors du RSA et aux centres aérés dans les écoles qui organisent des activités pour les enfants durant les vacances scolaires ; la suppression de locaux ou de subventions à des syndicats (CGT), des fédérations de parents d'élèves (FCPE), ou des associations qui ont des activités sociales (Secours populaire) ; et le refus de voter des crédits pour réhabiliter des logements sociaux.

Toutes ces mesures frappant aussi des familles «gauloises» et risquant de provoquer leur hostilité contre la municipalité FN, les maires locaux soutiennent bruyamment les Restos du cœur comme à

¹⁸ Les artistes et les intellectuels (principalement parisiens) n'ont généralement pas une haute opinion des traditions et du folklore français. Ils sont beaucoup plus intéressés par la «culture mondiale». Cela donne l'occasion au FN d'apparaître comme un courageux partisan de la culture populaire «gauloise» et de défendre les humbles citoyens des provinces contre les arrogantes «élites parisiennes» voire germanoprates.

Hénin-Beaumont¹⁹, mais aussi aident de temps en temps telle ou telle famille franco-française en détresse.

8) Le FN dresse une partie de la population (les «étrangers», les personnes d'origine étrangère, les «musulmans», les «parents malhonnêtes», les «assistés») contre une autre (les Franco-Français, les personnes de «culture judéo-chrétienne», les catholiques, les chrétiens, les «parents honnêtes», «ceux qui veulent vraiment travailler»), en essayant de ne pas tomber sous le coup des lois antiracistes, donc en employant un langage codé. Ils refusent d'accueillir des réfugiés dans leurs villes à grand renfort d'affiches alarmistes (à Béziers). Les maires et les conseillers municipaux du FN utilisent beaucoup d'euphémismes, de périphrases (par exemple, «*il faut aider les nôtres avant les autres*» ; ou «*certaines personnes qui sont arrivées sur notre territoire sont plus égales que d'autres*») et de tournures alambiquées pour développer leurs idées implicitement xénophobes et racistes.

Ils n'hésitent pas à s'attaquer aux enfants en augmentant les tarifs des cantines (à Beaucaire, Le Pontet et Villers-Cotterêts) ; en supprimant les subventions à des cours de soutien scolaire ; ou en se plaignant d'être légalement obligés de financer des cours de français pour les élèves «allophones» (à Beaucaire). A Fréjus, ils prétendent qu'une nouvelle mosquée ne doit pas être construite à côté d'un cimetière «chrétien» (en fait municipal donc non religieux). Ils interdisent des spectacles de Noël aux parents qui n'ont pas de carte d'identité française à Marseille. A Villers-Cotterêts et à Béziers, ils se battent pour installer des crèches dans le hall des mairies, même si les préfets et la justice les en empêchent.

Les Roms étant le groupe social le plus victime de préjugés racistes en France, leur pèlerinage annuel aux Saintes-Maries-de-la-Mer qui mobilise, sans créer le moindre problème, des dizaines de milliers de personnes venant de toute l'Europe donne ainsi à la mairie de Cogolin un prétexte pour mettre en garde ses administrés et les inciter à dénoncer tout acte délictueux commis par les «gens du voyage» ; et il est évident que les arrêtés anti-mendicité pris à Hénin-Beaumont visent également les Roms.

9) Le FN se sert de ses bases municipales pour diffuser et banaliser les principales thèses de l'extrême droite actuelle :

– Ses élus refusent ce qu'ils appellent la «repentance» ; c'est-à-dire qu'ils refusent de dénoncer les crimes commis par le colonialisme français (notamment en Algérie, question toujours sensible, et qui conduit les maires à réhabiliter l'OAS) et les conséquences de l'esclavage, notamment aux Antilles.

– Ils défendent des thèses xénophobes et racistes en se cachant plus ou moins habilement derrière le «respect des différences» (idéologie propagée d'abord par la gauche) : par exemple, ils dénoncent le métissage²⁰, considéré comme un «eugénisme qui dilue les identités²¹» (à Mantes-la-Ville) ; ils

¹⁹ Là aussi, l'incohérence règne puisque, à Mantes, le maire FN a baissé de 23% la subvention aux Restos du cœur.

²⁰ Tout comme les Identitaires de gauche du PIR, qui dénoncent le métissage comme une «*idéologie raciste*» (Bok Ikeni, «Nos corps otages», *L'Indigène de la République* n° 5, p. 9, février 2007 ; Walou dans un article sur Obama paru *L'Indigène de la République* n° 13, octobre 2008, p. 8 ; Benabdellah qui dénonce «*notre disparition graduelle, à travers l'assimilation et son corollaire nécessaire, le métissage*» <http://indigenes-republique.fr/le-metis-et-le-pouvoir-blanc> et bien sûr Houria Bouteldja : «*La perspective décoloniale, c'est s'autoriser à se marier avec quelqu'un de sa communauté. Rompre la fascination du mariage avec quelqu'un de la communauté blanche. C'est tout sauf du métissage — une notion que je ne comprends pas d'ailleurs, je ne sais pas ce que c'est. (...) La perspective décoloniale, c'est d'abord de nous aimer nous-mêmes, de nous accepter, de nous marier avec une musulmane ou un musulman, un Noir ou une Noire. Je sais que cela semble une régression, mais je vous assure que non, c'est un pas de géant.*» *Vacarme* n° 71, avril 2015, <http://www.vacarme.org/article2738.html>)

²¹ Ce fantasme a déjà été défendu par le groupe néofasciste Europe Action en 1966 qui comparait l'immigration algérienne à un «*génocide lent*» et défendait ce qu'il appelait le «*réalisme biologique*», soutenant ainsi l'apartheid sud-africain et la ségrégation raciale aux États-Unis. Ce groupuscule fut créé en 1963 par plusieurs anciens SS français, collaborateurs pro-nazis et jeunes intellectuels d'extrême droite (le plus célèbre d'entre eux étant Alain de Benoist, qui fonda ensuite fondé le GRECE et domina le courant de la «Nouvelle droite» française. De Benoist a influencé tous les courants de droite et d'extrême droite depuis lors, mais il prétend ne plus être raciste, et ses livres sont truffés de citations

interdisent aux employés de parler une autre langue que le français (à Marseille) ; ils soutiennent la pseudo théorie du «grand remplacement²²» (Béziers).

– Ils identifient le nazisme au communisme (c'est-à-dire au stalinisme) ce qui leur permet de blanchir les négationnistes, les nostalgiques de Pétain, etc.

– Au lieu de minimiser ou d'excuser le fascisme ou le nazisme par la nécessité de lutter contre le danger communiste, comme ils l'ont fait pendant des décennies, les élus du FN se présentent aujourd'hui comme les véritables héritiers de la Résistance contre les «collabos», c'est-à-dire, pour eux, les partis principaux de gauche et de droite qui soutiennent la mondialisation, les migrations et le multiculturalisme. Par conséquent, aujourd'hui, l'extrême droite accuse la gauche et l'extrême gauche d'être des nazis ou fascistes... et ça marche²³!

— Lorsque le FN dénonce les migrants, il essaie d'utiliser des termes moins racistes qu'auparavant (même si cette démarche probablement très douloureuse pour ses militants). Par exemple, en promouvant une forme d'«ethnosocialisme²⁴» ou de «chauvinisme du bien-être», il critique les patrons qui utilisent les migrants pour, selon eux, faire baisser les salaires des travailleurs franco-français. Marine Le Pen défend un «*protectionisme patriotique*» ou un «*patriotisme social*» et n'hésite pas à déclarer au sujet des ouvriers gaulois : «*Moi, je les protège en m'opposant à l'immigration qui fait baisser les salaires des travailleurs français. Jadis, le communiste Georges Marchais ne disait pas autre chose que ce que j'affirme aujourd'hui.*» Elle présente les immigrés²⁵ comme les premières victimes de la

d'auteurs de gauche ou marxistes pour épaissir son rideau de fumée confusionniste). La plupart des militants importants d'Europe Action, y compris le théoricien néofasciste Dominique Venner, rejoignirent le Front national plus tard, où ils jouèrent un rôle important... avant parfois de le quitter.

²² Cette idée d'une «invasion démographique étrangère» est aussi ancienne que les migrations en France et a toujours été au centre de la politique parlementaire. Marine Le Pen a dénoncé «*un véritable projet clandestin favorisant la venue massive des migrants*». Pour plus de détails sur les rapports entre le thème de l'immigration et celui de l'identité nationale depuis le XIX^e siècle cf. «French working class, migrants, racism and the building of French national ideology» <http://nnpf.eu/spip.php?article406&lang=fr>.

²³ Déjà, en 1987, le Front national imprima une affiche reproduisant une citation d'un leader du Hezbollah, Hussein Moussawi: «*InchAllah, dans vingt ans, c'est sûr, la France sera une République islamique.*» Même si la citation n'était pas exacte (Moussawi avait déclaré: «*Peut-être que votre génération ne vivra pas sous une République islamique en France, mais ce sera certainement le cas de vos enfants et de vos petits-enfants*»), le sens était exactement le même. Néanmoins, pendant vingt ans, cette ligne a disparu de la propagande du Front national et n'a réapparu que massivement 2009 après le référendum sur les minarets en Suisse. Nicolas Lebourg, lui, affirme que cela commença dès 1999 (cf. sa conférence «Pourquoi l'extrême droite progresse-t-elle?») <https://www.youtube.com/watch?v=fG2Ra8SqvJs>.

²⁴ Comme le souligne Dominique Reynié (in «Le tournant ethnosocialiste du FN», *Etudes* n° 11, 2011), désormais le FN ne cherche pas uniquement à attirer la petite-bourgeoisie traditionnelle des artisans, des commerçants et des petits patrons; il essaie de construire une alliance interclassiste avec les salariés des secteurs public et privé. C'est pourquoi il prône la réindustrialisation, l'instauration d'un État fort qui contrôlera et combattra la mondialisation pour défendre le «modèle social français». Il n'hésite plus à faire l'éloge de l'Etat-providence français (qu'il a pourtant férocelement critiqué pendant trente ans, lorsque ses deux modèles économiques étaient l'Angleterre de Thatcher et l'Amérique de Reagan) contre la Banque mondiale, le FMI et l'Union européenne.

²⁵ En réalité, le Front national a **toujours** mélangé une rhétorique xénophobe à un discours social, comme en témoigne le discours de Jean-Marie Le Pen en 1974: «*Les Français tendent une main fraternelle aux travailleurs étrangers qui sont sérieux et capables, utiles à notre économie, respectueux de nos lois, de notre morale, de notre civilisation. Mais ils ne supportent plus que la France soit colonisée, exploitée, terrorisée*» (cité dans Valérie Igounet, *Les Français d'abord, slogans et viralité du discours Front National*, Inculte / Dernière marge, 2017, p. 76). On peut citer aussi son discours de 2002 : «*Vous, les mineurs, les métallos, les ouvrières et les ouvriers de toutes ces industries ruinées par l'euro-mondialisme de Maastricht. Vous, les agriculteurs aux retraites de misère et acculés à la ruine et à la disparition. Vous, qui êtes les premières victimes de l'insécurité, dans les banlieues, les villes et les villages...*». Et, si nous remontons au XIX^e siècle, le penseur politique nationaliste et antisémite Maurice

mondialisation et les immigrés musulmans comme anti-Républicains (et évidemment comme des terroristes potentiels)

– L’Islam est présenté comme une religion qui est plus dangereuse et nocive que les autres et qui est incompatible avec la démocratie puisque désormais une bonne partie de l’extrême droite française (mais aussi européenne) prétend défendre les valeurs des Lumières, le système républicain, la démocratie directe et la civilisation “judéo-chrétienne” européenne contre ce qu’ils appellent l’ “islamofascisme”.

– Comme l’explique Michel Eltchaninoff²⁶, le Front national a une conception très particulière de la laïcité: «*La vision lepéniste de la laïcité induit un traitement inégal des religions. Elle considère qu’au regard de leur enracinement historique, certaines ont davantage de droits que d’autres. La laïcité, selon elle, doit protéger la religion chrétienne, qui appartient à l’identité française, d’une religion plus récemment implantée (...); [Marine Le Pen considère la laïcité comme] «un instrument de la France chrétienne pour se défendre d’une invasion religieuse».*

– Le FN propage des vues conspirationnistes sur les problèmes et conflits nationaux et internationaux²⁷, il n’est donc pas surprenant que ses électeurs soient les plus attirés par les théories du complot.

Peu importe au FN qu’il n’arrive pas à appliquer, sur le plan local, des mesures absolument conformes à ces thèses xénophobes, racistes et socialement réactionnaires. Ce qui compte pour lui, c’est d’habituer les habitants à entendre cette petite musique et d’utiliser au maximum les scandales créés par ses prétendus «dérapages» pour diffuser les idées du FN à l’échelle nationale. Bref, la vieille méthode des «provocations» et des «petites phrases» soigneusement mise au point par Jean-Marie Le Pen, mais cette fois délocalisée et démultipliée sur tous les territoires où le FN est présent. Et il ne faut pas oublier que ce parti bénéficie non seulement de sa dizaine de mairies, mais aussi de plus d’un millier de conseillers municipaux, régionaux et départementaux ce qui couvre un territoire plus vaste que les environ 410 000 habitants directement concernés par ses décisions et sa propagande municipales.

10) Une dernière arme politique est utilisée par le FN : la police municipale soutenue par les caméras de surveillance et la délation.

En France, les policiers de l’Etat (143 000 agents) ont le droit de porter des armes et c’est aussi le cas de 40% des policiers municipaux (soit 8 000 sur les 21 200 agents). Partout où le FN conquiert le pouvoir local, il crée une police municipale (ou augmente l’effectif existant). Cette police municipale est parfois envoyée pour empêcher les militants de gauche de distribuer des tracts (à Hémin-Beaumont); pour empêcher ses adversaires de s’exprimer lors de réunions du conseil municipal (Cogolin²⁸ et Hayange) où le maire provoque délibérément ses opposants et, s’ils lui répondent avec agressivité, les fait expulser de la salle ; ou pour empêcher le Parti de gauche de tenir une table (Fréjus).

Les maires FN quadrillent les territoires avec des caméras de surveillance et incitent à la délation (comme ces habitants de Béziers qui dénoncent les balayeurs qui «ne travaillent pas»... alors qu’ils sont en pause), à devenir des correspondants de quartiers (en clair des informateurs), voire à rejoindre une milice locale (la «Garde biterroise» censée regrouper des bénévoles, anciens policiers, anciens gendarmes, anciens militaires et pompiers à la retraite), tentative condamnée par la justice.

Après un tel catalogue négatif de mesures réactionnaires, il me faut peut-être essayer d’énumérer les quelques éléments que la population locale peut considérer positifs: les maires du FN essaient de répondre à toutes les lettres de leurs administrés aussi rapidement que possible; ils repeignent les

Barrès voulait déjà protéger les travailleurs français contre la main-d’œuvre étrangère et inventa en 1898 le concept de «socialisme nationaliste».

²⁶ Dans la tête de Marine Le Pen, Solin/Actes Sud, 2017, p.140.

²⁷ Selon Marine Le Pen, le «*monstre européen*» est un «*conglomérat sous protectorat américain, l’antichambre d’un Etat total, global, mondial*»; «*l’Union européenne entend façonner un homme nouveau, uniforme dans ses goûts, et arraché progressivement à sa culture nationale*», «*nomade, jetable, esclave de l’ordre social marchand*»; elle affaiblit la famille, méprise des valeurs comme l’effort, le travail, le mérite, le courage et la droiture (cité dans Michel Eltchaninoff, *op. cit.*, p. 78-79)

²⁸ La vidéo se trouve ici: <https://social.shorthand.com/lamarsweb/u2TMYRu4WDT/le-fn-tu-laines-et-puis-tu-le-quittes> et l’article qui l’accompagne est aussi utile parce qu’il décrit, comment dans les Bouches-du-Rhône, 38 des 94 conseillers municipaux ont quitté le FN ou ont déménagé dans une autre ville, donc perdu leurs postes d’élus.

centres-villes et réparent les chaussées et les trottoirs endommagés; ils tentent d'organiser autant de fêtes que possible pour relancer la vie locale dans des villes à l'abandon et qui souffrent d'un taux de chômage élevé; et, comme ils réduisent de nombreuses dépenses sociales (mais pas leur propre salaire!), ils essaient de ne pas augmenter les impôts locaux.

Face à une politique à la fois déterminée et sournoise, on ne peut absolument pas compter sur la gauche réformatrice parce que ses conseillers municipaux (pour ne pas parler de ses députés et sénateurs) ne souhaitent pas mettre en danger leur position officielle et les opportunités futures qu'ils veulent obtenir.

En d'autres termes, appeler à l'unité de la gauche contre le «fascisme» n'a aucun sens.

Comme je l'écrivais en 2014 :

«Nous devons revenir aux anciennes idées révolutionnaires de base:

– les élections NE DOIVENT PAS être notre principal terrain d'activité, contrairement à la tradition de l'extrême gauche française au cours des 40 dernières années;

– nous devons toujours proposer des principes et des slogans internationalistes ou, mieux encore, anationalistes²⁹, au lieu de courtiser les préjugés nationalistes que la gauche défend sur les questions nationales ou internationales; il nous faut mener une lutte idéologique constante contre l'extrême droite et la Nouvelle Droite, mais aussi contre tous ceux qui, dans la gauche ou dans la classe ouvrière, propagent, consciemment ou non, leurs idées.»

De plus, la gauche et l'extrême gauche ne sont pas prêtes à combattre les préjugés racistes et nationalistes qui nourrissent l'influence croissante du FN. Elles savent prononcer des discours moralisateurs mais ne refusent de faire campagne et de se battre pour des mesures concrètes comme

- le droit de vote des étrangers,
- le droit pour les étrangers d'être engagés dans tous les services publics³⁰,
- l'égalité des droits pour tous les avantages sociaux (logement, santé, éducation, etc.)
- l'accueil de tous les réfugiés, etc.

Ces exigences fondamentales n'ont **jamais** été centrales ni même importantes dans aucune campagne électorale de la gauche et de l'extrême gauche durant les quarante dernières années. En dehors de cette base politique, aucun progrès ne sera possible dans la lutte de l'extrême gauche contre le FN.

Ceux qui prétendent que le vote pour les candidats de gauche ou d'extrême gauche arrêtera le «fascisme» profèrent un non-sens (opposé à toutes les leçons de l'histoire) et propagent une illusion criminelle.

Le Parti socialiste, le Parti communiste, les écologistes, etc., ne feront rien de décisif contre le FN s'ils sont au pouvoir, localement ou à l'échelle nationale. Et c'est ce que nous avons pu vérifier en France pendant les 17 années durant lesquelles la gauche était au pouvoir : 1981-1986, 1997-2002, 2012-2017. Ils discuteront calmement avec le FN comme ils l'ont fait depuis que le FN a gagné de nombreux conseillers municipaux et régionaux et quelques maires et députés. Ils se plaindront que le FN ne respecte pas la démocratie mais ils ne l'affronteront ni par la force ni même en utilisant la loi..

Quant à Lutte ouvrière et au NPA, vu leurs indémodables illusions électoralistes³¹, il n'est pas étonnant que tout en dénonçant le FN, ils acceptent aussi depuis des années de dialoguer avec les représentants de l'extrême droite dans des émissions de radio et de télévision, comme s'il existait quelque chose que l'on puisse discuter avec eux de manière démocratique et rationnelle.

Trois définitions du national-populisme

²⁹ Cf. «La triste farce de la victoire du non» <http://www.mondialisme.org/spip.php?article503>.

³⁰ A ma connaissance, les syndicalistes «antifascistes» de VISA critiquent la «préférence nationale» du FN mais ne se battent pas pour l'ouverture de la fonction publique à ceux qui ne sont pas titulaires d'une carte d'identité française.

³¹ «Trotskyistes et obsessions électorales» <https://mondialisme.org/spip.php?article1065>.

Pierre-André Taguieff («Nous sommes entrés dans l'âge des démagogues», 3/01/2017, <http://www.tdg.ch/monde/entres-ge-demagogues/story/12420966>) :

«Il n'y a pas de consensus scientifique sur ce qu'est le populisme, notion floue et terme d'usage polémique. Nous sommes enclins à projeter sur le "populisme" nos craintes, nos hantises, nos rejets, nos répulsions. Quelques marginaux, surtout à l'extrême gauche, osent aujourd'hui y projeter leurs rêves d'une démocratie "radicale". Ce qu'on appelle "populisme" renvoie confusément à deux phénomènes politiques distincts: l'extrême droite et la démagogie. Et ce, alors même qu'on peut voir dans les mobilisations populistes l'expression d'une demande de démocratie "véritable", "authentique" ou "vivante". Mais l'on sait que la démagogie suit la démocratie comme son ombre. La difficulté tient à ce que le populisme est compatible avec toutes les grandes idéologies politiques: libéralisme, conservatisme, socialisme, nationalisme, etc. Il est dénué de spécificité idéologique. On peut qualifier de "populistes" les expressions politiques de défiance à l'égard de la démocratie représentative et de son pluralisme libéral. Mais cela ne suffit pas à définir le populisme.

«En m'efforçant d'être le plus neutre possible, je le définirais, d'une part, par le culte affiché du peuple, et plus particulièrement des classes populaires, célébrées comme "saines", "honnêtes" ou "authentiques", et, d'autre part, par l'appel au peuple lancé par un tribun, un appel direct soit au peuple tout entier, soit aux "vrais gens". L'ambiguïté du mot "peuple" est un élément constitutif de ce que j'appelle, depuis le début des années 90, le "style populiste". Elle permet de comprendre pourquoi les mouvements populistes contemporains sont soit plutôt protestataires, donc antistatuto et antiélites, soit plutôt identitaires, donc nationalistes, voire xénophobes. Mais le protestataire et l'identitaire sont de plus en plus souvent mêlés. Cet appel au peuple lancé par les nouveaux démagogues est inséparable d'une dénonciation des élites du pouvoir et de la richesse, jugées plus ou moins corrompues et surtout perçues comme coupées des peuples, devenues étrangères à leurs nations d'origine. Aujourd'hui, la plupart des populismes en Europe sont des populismes identitaires. Ce que j'ai appelé en 1983-1984 le "national-populisme" est le produit d'un couplage de l'idéologie nationaliste et du style populiste, désormais très répandu en Europe.

Le projet commun à tous les populismes tourne autour d'un objectif: rendre la parole et le pouvoir au peuple. Leurs leaders prétendent défendre une vision hyper démocratique de la politique, contre le "système", catégorie attrape-tout et diabolisante. Mais certains d'entre eux privilégient les classes populaires ("ceux d'en bas") ou la "majorité silencieuse", d'autres la nation définie soit par sa souveraineté, soit par son identité historico-culturelle, d'autres encore la nation ethnique. En outre, les partis populistes sont tous hautement personnalisés: les leaders populistes mettent en scène leur personnage, qui doit avant tout se distinguer des politiciens professionnels appartenant à "la caste". Leur charisme est fabriqué: ils doivent paraître proches ou issus du peuple, "naturels" ou "authentiques". Ils se donnent pour les seuls représentants véritables du "peuple". Ils prouvent leur "parler vrai" par l'agressivité et parfois la vulgarité. Ils ne craignent pas de paraître autoritaires. Enfin, tous ont des positions antimondialisation et se montrent plus ou moins europhobes.

Le propre des mouvements populistes est de brouiller ou d'effacer les frontières entre gauche et droite, en empruntant leurs positions idéologiques et leurs thèmes de propagande à toutes les traditions politiques. Les nouveaux partis nationaux-populistes sont en fait des rivaux inattendus pour tous les partis classiques.»

Nicolas Lebourg, Joël Gombin, Stéphane François, Alexandre Dézé, Jean-Yves Camus et Gaël Brustier, «FN, un national-populisme», Le Monde, 7 octobre 2013.

«La dynastie Le Pen incarne un courant bien spécifique de l'extrême droite : le national-populisme, qui s'est cristallisé lors de la vague boulangiste (1887-1889) et constitue depuis la tendance la plus classique de l'extrême droite en France. Le national-populisme conçoit l'évolution politique comme une décadence dont seul le peuple, sain, peut préserver la nation. Privilégiant le rapport direct entre le sauveur et le peuple, par-delà les clivages et les institutions parasites censées menacer de mort la nation, le national-populisme se réclame de la défense du petit peuple, du "Français moyen" de "bon sens", face à la trahison d'élites, fatalement corrompues. Il fait l'apologie d'un nationalisme fermé, se met en quête d'une unité nationale mythique et est "altérophobe". Il réunit des valeurs sociales de

gauche et des valeurs politiques de droite (ordre, autorité, etc.). Bien qu'il recoure à une esthétique verbale socialisante, il prône l'union de tous après l'exclusion de l'infime couche de profiteurs traîtres à la patrie, ce qui implique de rompre avec l'idéologie de la lutte des classes.

Pour faire coïncider la nation et le peuple, il effectue des permutations entre les sens du mot "peuple". Le peuple, c'est le demos, l'unité politique ; c'est également l'ethnos, l'unité biologique ; c'est encore un corps social, les "classes populaires" ; et c'est enfin la "plèbe", les masses. L'extrême droite national-populiste joue sur la confusion entre toutes ces significations. La plèbe se donne à un sauveur pour qu'il brise son carcan et permette au peuple et à la nation sous une forme ethnicisée (culture, religion, civilisation pouvant faire office de marqueurs) d'exercer leur souveraineté. Débarrassées des parasites, les masses deviennent le "peuple uni". C'est donc une idéologie interclassiste, à laquelle correspond bien le "Ni droite, ni gauche" tant vanté par Marine Le Pen, slogan repris, entre autres, du PPF de Jacques Doriot (1898-1945) dans les années 1930, vantant les valeurs "terriennes" contre les "fausses intellectualisations".»

Et pour finir une citation faussement angélique d'un **site d'extrême droite anglophone** auquel je ne ferai pas de publicité mais qui exprime bien la duplicité de ce courant:

«Le national-populisme est un phénomène qui part du bas pour aller vers le haut (bottom-up). Les personnes qui organisent la résistance contre les mondialistes le font par autodéfense. L'AfD [allemande] ne prévoit pas d'envahir la Pologne. L'alt-right [américaine] ne cherche pas à envahir le Mexique et à l'annexer aux États-Unis. L'UKIP ne désire pas reconstruire l'Empire britannique. Les mouvements populistes occidentaux constituent simplement une action d'auto-défense face aux élites mondiales qui ne respectent plus les peuples qu'elles gouvernent. Ils sont le contrecoup du fossé qu'a créé le multiculturalisme. L'objectif logique de ces mouvements populistes est que tout le monde retourne chez soi pour y vivre en paix. Contrairement au nationalisme d'il y a un siècle, le national-populisme n'est pas ambitieux. Il est légèrement isolationniste et refermé sur lui-même. Il y a un siècle, les dirigeants occidentaux étaient imbus d'une fierté excessive. Aujourd'hui, les dissidents populistes souhaitent simplement sortir d'un demi-siècle de honte qu'ont voulu leur imposer des gens qui prétendaient être meilleurs qu'eux. Le national-populisme n'est rien d'autre que le retour à la normalité.»

Ce qui correspond assez bien à ce qu'a déclaré **Marine Le Pen** à RTL le 16/10.2013, tout en lui préférant – bien sûr – le terme de «patriote» : "Le terme "national-populisme" est utilisé pour qualifier l'intégralité des mouvements en Europe qui, peu ou prou, s'opposent à l'Union européenne, à la perte

des identités, et qui plaident pour le rétablissement des frontières, pour la souveraineté." **Deux**

phénomènes favorables au développement du national-populisme

Si nous voulons combattre le FN et les partis nationaux-populistes, en général, il existe au moins deux éléments qu'il nous faut prendre en considération:

A) **Dans une situation où des restructurations industrielles massives ont fragmenté les travailleurs et complètement effacé l'image traditionnelle du patron local en tant qu'ennemi visible, les partis nationaux-populistes ont concentré leurs énergies sur un nouvel ennemi national à deux têtes: les migrants (ou les étrangers³²) et l'Union européenne.** Et ils ont réussi à rendre cet ennemi bien vivant et à effacer l'ennemi capitaliste de la tête d'une partie des électeurs, notamment des ouvriers qui, auparavant, votaient pour la droite traditionnelle et avaient déjà des idées réactionnaires.

³² Les migrants, les «étrangers» ou les Français d'origine étrangère sont ainsi tous mis dans le même sac et l'objet d'une haine commune exprimée en termes plus ou moins policés.

Ces restructurations massives³³ ont conduit à la disparition d'un ennemi visible et proche: par exemple, dans le cas du Nord-Est de la France, les propriétaires des mines, des grandes entreprises sidérurgiques, de l'industrie textile, etc. **Le FN a remplacé l'ancien ennemi social (le patron) par un ennemi national, une hydre à deux têtes:**

- les migrants (et les étrangers)
- et l'Union européenne (et ses «eurocrates³⁴»).

Le monde ouvrier stable de ceux qui travaillaient dans la même entreprise pendant des années, parfois génération après génération, ou même durant toute une vie sans changer de patron, ce monde a disparu. Il a été remplacé par un monde où les relations sociales se transforment constamment:

– le nom et la nationalité du patron (ou du groupe multinational) qui possède l'entreprise, change tout le temps;

– les travailleurs changent de boulot régulièrement parce que leur ancienne qualification n'est plus utile sur le marché du travail;

– ils travaillent de plus en plus pour des entreprises d'intérim, sont souvent obligés de devenir «auto-entrepreneurs» et dépendent d'entreprises dont la taille est beaucoup plus petite, grâce à la sous-traitance et à l'externalisation.

– Le fait que la taille des unités de production ait considérablement diminué et que de plus en plus d'ouvriers travaillent dans le secteur des services, mais sont isolés des autres, signifie qu'ils s'identifient de moins en moins avec la classe ouvrière et que le thème de l'identité nationale devient plus attirant pour eux. *«Aujourd'hui, plus de deux ouvriers sur cinq travaillent dans le secteur tertiaire, comme chauffeurs, manutentionnaires ou magasiniers, ou dans les services marchands en plein essor (intérim, nettoyage), dans des situations d'isolement et de précarité (...). Il se développe un prolétariat peu qualifié où la frontière entre employé et ouvrier devient floue³⁵.»*

Comme l'a noté Olivier Schwartz³⁶, les travailleurs franco-français qui ont un statut plus ou moins stable dans le secteur privé et public ont tendance à se considérer comme coincés entre, d'un côté, le «haut» (les riches et les puissants, ceux qui sont à la tête de l'État, les politiciens corrompus ou/et incompetents) et, d'autre part, le «bas» (les immigrés «qui ne veulent pas être intégrés», ceux qui ne vivent «que des allocs et cherchent pas même un emploi», «les jeunes délinquants»). Comme ils sont persuadés d'être victimes à la fois des individus les plus riches et les plus pauvres, cette forme de conscience de classe tordue aide le FN à propager sa vision réactionnaire parmi les classes populaires.

Selon Valérie Igounet et Stéphane Wahnich³⁷, les travailleurs de droite ne votent pas pour le FN parce qu'ils sont au chômage (la carte de ce fléau social ne correspond pas à la carte des succès électoraux du FN et de toute façon les Français les plus pauvres s'abstiennent d'accomplir leur «devoir électoral»); **il ne s'agit plus d'un vote pour protester** contre la gauche comme durant les années 1980, **mais d'un vote de peur**: la peur de perdre les quelques «avantages» de l'Etat-providence, de devenir

³³ Certains historiens comparent le FN actuel avec le mouvement «boulangiste». Le général Georges Boulanger (1837-1891) commença sa carrière politique en 1886. Il était soutenu par les monarchistes, les bonapartistes, les ligues nationalistes et une partie de la gauche dans un contexte où les institutions républicaines étaient en crise, les politiciens étaient considérés comme corrompus et les conséquences de la défaite française contre l'Empire allemand en 1871 n'avaient toujours pas été acceptées. Ce mouvement dura seulement cinq ans alors que le FN sévit depuis quarante ans dans un contexte de crise économique, de chômage massif, de scandales politico-financiers et de partis qui semblent de plus en plus incompetents et interchangeable.

³⁴ De toute évidence, les bureaucrates pullulent dans les institutions européennes, mais la plupart des décisions importantes ne sont pas prises par une fantasmagorie «Bruxelles», comme le prétendent les nationaux-populistes (et souvent l'extrême gauche), mais par les Premiers ministres et les ministres de l'Economie et des Finances des 27 Etats membres.

³⁵ Nonna Mayer, «De Jean-Marie à Marine Le Pen : l'électorat du FN a-t-il changé ?» in Pascal Delwit (dir.), *Le Front national. Mutations de l'extrême droite française*, Editions de l'Université de Bruxelles, 2012, p. 115 ; disponible en ligne sur plusieurs sites notamment : https://www.academia.edu/3459746/Le_Front_national._Mutations_de_lextr%C3%AAme_droite.

³⁶ «Haut, bas, fragile: sociologies du populaire», entretien avec Annie Collovald et Olivier Schwartz <http://www.cairn.info/revue-vacarme-2006-4-p-50.htm>

³⁷ *FN : une duperie politique, op. cit.*

chômeur, de vivre dans une société beaucoup moins protégée, de subir beaucoup plus de violence quotidienne, la peur de vivre demain dans les mêmes quartiers que des immigrés musulmans et des jeunes violents d'origine étrangère³⁸. Ce **vote militant et persistant** correspond au discours de Marine Le Pen qui vante la volonté de «*trouver un emploi dans la région où ils ont grandi, la possibilité d'obtenir un travail dont ils rêvent*», tout cela grâce à une politique publique qui permettra «*un équilibre entre le respect de la nature et la réindustrialisation*» et la création de «*petites industries qui ne causeront qu'une pollution réduite*». Ce rêve s'est jusqu'ici bien vendu à la fraction des travailleurs de droite qui ont été de plus en plus attirés par le FN.

Aujourd'hui, si nous prenons l'exemple de l'économie du Nord-Pas-de-Calais, cette région est principalement organisée autour des entreprises de services et de distribution qui importent des produits fabriqués dans d'autres pays – et plus en France.

Elle regroupe quatre millions d'habitants et a envoyé cinq députés du FN au Parlement français en juin 2017 (Marine Le Pen, Bruno Bilde, Sébastien Chenu, Ludovic Pajot et José Evrard). Cette région industrielle accueille des industries comme le textile (encore 25% aujourd'hui), la métallurgie (16%) et les transports (14%). Le niveau de vie moyen (bien qu'il ne constitue pas un indicateur très significatif) est le plus bas en France (17 700 euros par an, soit 2 000 euros de moins que le niveau de vie national). Quant à la progression du PIB entre 2000 et 2012, elle a été inférieure (0,9%) à la moyenne nationale (1,2%). L'emploi a diminué de 0,7% par an entre 2008 et 2013. Tous les secteurs industriels (en particulier la métallurgie et la chimie qui ont licencié 12 000 travailleurs au cours de cette période) ont été touchés, à part le secteur de l'énergie qui a progressé. Ce processus a commencé il y a longtemps: Daniel Percheron, un sénateur «socialiste», soulignait déjà en 1988 que, entre 1975 et 1986, 195 000 emplois avaient «disparu» dans l'industrie régionale. Selon un rapport rédigé récemment pour la nouvelle région Picardie-Nord-Pas-de-Calais, il y avait 850 000 salariés dans le secteur industriel en 1965 et seulement 280 000 en 2014. Aujourd'hui, les emplois les plus intéressants exigent d'avoir le niveau BAC+2, la capacité de parler au moins deux langues et des diplômes d'ingénieurs et de techniciens. Dans cette région, comme partout en France, les patrons français ne veulent pas investir un euro dans l'apprentissage et la formation interne... mais ils se plaignent de ne pas trouver les travailleurs qualifiés «adéquats» !

Dans une telle situation marquée par des bouleversements intenses et la désorientation sociale qui en résulte, le FN offre une solution bon marché et illusoire à ses électeurs, qui agit comme un pansement sur une plaie purulente, mais est acceptée par une fraction croissante des travailleurs de droite. Le FN propose de faire revivre toutes les traditions locales, qu'il s'agisse de spécialités culinaires, de fêtes catholiques ou de danses folkloriques. Dans ces petites villes (il faut se souvenir que le FN exerce le pouvoir principalement dans des petites villes, de surcroît touchées par le chômage, la disparition des petits commerces, l'absence de vie culturelle, etc), le FN offre aux travailleurs franco-français paupérisés des distractions peu onéreuses, un substitut nationaliste et une réponse temporaire à leurs frustrations sociales.

Ces frustrations sociales se développent parce que, sur le marché du travail, la concurrence croît entre les travailleurs et les chômeurs, entre les Franco-français et les «étrangers» (ou les Français d'origine étrangère), etc. Cette concurrence existe également au sein de l'Ecole, même si elle repose sur des fantasmes d'échec scolaire pour les enfants franco-français, d'où les multiples demandes de dérogation dans les grandes villes: les ouvriers «gaulois» veulent que leurs enfants réussissent et craignent que les élèves «étrangers» empêchent leurs fils et leurs filles d'étudier correctement. Comme ils ne peuvent pas pratiquer l'évitement scolaire qui est l'apanage des petits-bourgeois dans les grandes villes, ils se sentent «menacés». Cela peut conduire à des incidents à l'intérieur des établissements scolaires, mais aussi dans les quartiers ouvriers entre les jeunes de différentes origines, voire entre leurs parents. Ces rumeurs, ces incidents et éventuellement ces conflits momentanés nourrissent la propagande du FN qui se nourrit de

³⁸ C'est aussi l'avis de Bernard Dolez et Annie Laurent («Voix sans élus. Le vote Front national dans la région Nord-Pas-de-Calais», dans Pascal Delwit, *op. cit.*, p. 180): «*Aujourd'hui, le discours du FN joue surtout sur le ressentiment et les angoisses sociales des catégories menacées de déclassement. Le sentiment d'être relégué à la périphérie de l'espace social, ou le sentiment d'être menacé d'y être bientôt relégué, constitue aujourd'hui un des ressorts les plus puissants du vote FN.*»

faits divers³⁹ et permettent à ce parti d'approfondir, dans l'esprit de certains ouvriers, un clivage ethnoracial qui aura des conséquences à long terme⁴⁰.

Comme les pouvoirs d'un maire sont limités en France, surtout s'il dirige une petite ville, le FN peut jouer deux cartes en même temps:

- d'un côté, il traite et résout un nombre limité de situations personnelles difficiles,
- et de l'autre côté, il laisse la plupart des problèmes sociaux sans solution tout en expliquant aux habitants que la municipalité dispose de moyens limités. Le FN tente donc de persuader son électorat de voter également pour lui lors des élections parlementaires et présidentielles, car dans ce cas, lorsque le FN aura tous les pouvoirs, il pourra résoudre tous les problèmes. Ses recettes sont simples :
 - il accordera les emplois uniquement aux ressortissants français;
 - il expulsera tous les étrangers au chômage et ceux qui ont été condamnés à des peines de prison ;
 - il retirera la nationalité française à tous les étrangers récemment naturalisés et à ceux ayant commis des crimes ;
 - il fermera les frontières de la France pour stopper «ces hordes barbares qui polluent nos villes» (Marine Le Pen *dixit*),
 - il mettra en place un Etat fort avec des flics et des juges beaucoup plus répressifs, qui résoudront ainsi toutes les difficultés quotidiennes que rencontrent les travailleurs dans les quartiers populaires. Cela permettra d'éliminer le «*communautarisme*» et la «*tribalisation*» de la société française ; cet Etat fort contrôlera la presse, interdira les «*manifestations illégitimes*» et favorisera la création de syndicats «*libres*» (!?)
 - il organisera un référendum à propos de la réintroduction de la peine de mort,
 - et rétablira le franc.

B) La relation entre les travailleurs, les idées politiques et le vote a radicalement changé, et ce phénomène contribue à la croissance du national-populisme, courant politique qui sait utiliser les médias et les sondages à son profit.

Avant la multiplication des chaînes de télévision dans les années 1980, suivie par l'apparition du Web et son expansion massive après le milieu des années 1990, et l'apparition des réseaux sociaux (Facebook a été créé en 2004), les votes des ouvriers étaient influencés par quatre éléments principaux:

- la présence significative de militants locaux dans les syndicats, les associations locales de locataires, les maisons de la culture, les associations sportives, etc.,
- la presse militante (quotidienne, hebdomadaire ou mensuelle) vendue dans les rues, sur les marchés et dans les HLM au porte-à-porte,
- les meetings de masse de la gauche,
- et les interventions des dirigeants réformistes à la radio et à la télévision

Aujourd'hui

³⁹ La groupe Riposte Laïque (et ses animateurs au sein de l'UFAL auparavant) s'est fait une spécialité, depuis dix ans, de dénicher et monter en épingle ces incidents dits interethniques (cf. notamment «Riposte laïque ou poubelle xénophobe ?» et «Abécédaire de la xénophobie de gauche» dans le n° 21-22 de *Ni patrie ni frontières* <http://www.mondialisme.org/spip.php?article1505>).

C'est aussi le cas de journalistes (la revue *Causeur*) et d'intellectuels de «gauche» (Pascal Bruckner, Alain Finkielkraut, Jean-Claude Michéa) qui se repaissent de faits divers sans mener d'enquêtes approfondies ou en utilisant, sans les confronter à d'autres, des témoignages très partiels et partiaux d'acteurs locaux. Ces faits divers et témoignages leur servent à construire des explications (je n'ose écrire des théories) xénophobes et nationalistes mais qu'ils n'assument pas puisqu'ils se considèrent encore comme de gauche ou en tout cas républicains (cf. par exemple *Une France soumise*, ouvrage dirigé par Georges Bensoussan et qui mêle des constats et des critiques parfois justes avec des raisonnements xénophobes, mais aussi les livres de Michèle Tribalat aux prétentions plus «scientifiques» mais tout aussi xénophobes-masquées).

⁴⁰ Et ces conséquences à long terme seront encore plus dévastatrices car la gauche, l'extrême gauche et une partie du mouvement anarchiste utilisent des concepts douteux comme «Blancs», «non-Blancs» ou «racialisés». On trouve même ces expressions dans *Les classes populaires et le FN. Explication de votes* (coll.), Editions du Croquant, 2017, qui est par ailleurs un excellent livre.

L'importance de ces quatre facteurs principaux a diminué, voire même a disparu, et a donné naissance à de nouvelles relations entre les travailleurs, les idées politiques et le vote:

– Les travailleurs lisent de moins en moins la presse de gauche – de toute façon, le nombre de publications de gauche et leur diffusion ont considérablement diminué ;

– Le nombre des militants de gauche a beaucoup décliné, tout comme leur engagement, leur présence, leur implantation, etc.

– Les travailleurs ont de plus en plus accès à toutes sortes de sites Web, de vidéos, de messages sur Facebook et Twitter qui propagent des idées confusionnistes, conspirationnistes, d'extrême droite, etc. Ces médias prétendent offrir une information «alternative» mais ils propagent en fait des rumeurs stupides, des idées antisémites, des théories du complot et un anticapitalisme bidon. Ce pseudo anticapitalisme repose sur la dénonciation de certains politiciens corrompus ou de certains individus extrêmement riches, sur une vague critique d'une «oligarchie», d'une «caste», d'une «hyperclasse», d'une «élite» ou d'«élites» mystérieuses et exclut toute vision claire des rapports capitalistes de pouvoir et d'exploitation⁴¹.

– Le Parti socialiste français concentre désormais tous ses efforts de propagande et de recrutement sur les «classes moyennes culturelles» et ne s'intéresse plus à la classe ouvrière, même dans ses discours. Le Parti communiste a perdu sa base industrielle dans des industries clés et sa propagande est de plus en plus molle et s'oriente elle aussi vers la petite bourgeoisie salariée.

Ce contexte (influence massive des chaînes de télévision ; «culture politique» fondée sur des vidéos et des clips simplistes, et des messages courts sur Twitter ou Facebook ; rôle décisif des sondages ; absence d'intérêt des PC et des PS, voire de l'extrême gauche et du mouvement anarchiste, pour la classe ouvrière) a contribué à la construction de nouvelles figures politiques: Berlusconi, Le Pen, Trump, Grillo, Iglesias, Mélenchon, Fortuyn, Blocher, Wilders, etc. Il a favorisé le développement de nouveaux facteurs vitaux qui influencent les électeurs de la classe ouvrière.

Si un démagogue utilise habilement les médias officiels (ce qui est encore plus facile au cas où il en possède quelques-uns), il peut parvenir à influencer les électeurs en dehors du parti (ou du mouvement) qu'il essaie de construire. Cette utilisation des médias officiels et «alternatifs» contribue également à influencer et même à modifier l'équilibre des forces au sein des partis nationaux-populistes.

Par exemple, Marine Le Pen a utilisé les médias pour vaincre, à l'intérieur de son organisation, à la fois l'ancienne tendance catholique traditionaliste, et les nostalgiques du fascisme, du nazisme ou de l'empire colonial français. Ces tactiques ont permis à Marine Le Pen de faire croire à l'opinion publique que son parti avait totalement changé sous son leadership.

En ce qui concerne les électeurs du FN, à long terme, seulement 3% des électeurs restent fidèles à ce parti et, à chaque élection, 50% des électeurs se renouvellent. Cet énorme turn-over électoral montre la volatilité de l'électorat du FN (ce qui pourrait être rassurant) mais aussi le manque de conscience politique des électeurs (ce qui est beaucoup plus inquiétant).

– Quelle est la réaction des mouvements d'extrême gauche et anarchistes face à ces évolutions importantes ?

– L'extrême gauche ne comprend pas que les médias (les grandes chaînes de télévision, le Web et les réseaux sociaux) tendent à remplacer les organisations politiques traditionnelles de la classe ouvrière. Comme l'a souligné Remy Lefebvre, les médias sont devenus «*les intermédiaires entre l'opinion publique*» (y compris l'opinion publique ouvrière) «*et la classe dirigeante.*» Dans une telle situation, les médias «*dévaluent le rôle des espaces militants et des espaces partisans comme des lieux où l'on peut construire des alternatives politiques*».

– L'extrême gauche ne sait pas comment utiliser les réseaux sociaux et surtout les techniques vidéo, de manière créative et amusante. (Par exemple, le candidat du NPA aux présidentielles, Philippe Poutou, est apparu dans une vidéo idiote produite par ses camarades lors de la dernière campagne électorale cf. <http://www.rtl.fr/actu/politique/video-philippe-poutou-exorciste-clip-campagne-7788205863>.)

– Non seulement l'extrême gauche n'a pas réussi à conquérir une présence significative sur les réseaux sociaux, mais elle n'est pas enracinée dans les quartiers populaires.

⁴¹ Les films de Michael Moore ou *Merci patron* de François Ruffin illustrent cette démagogie anticapitaliste très superficielle.

– L’extrême gauche considère encore les activités des élus à l’intérieur de l’État bourgeois de la même façon que les dirigeants du mouvement ouvrier du début du XX^e siècle qui voulaient utiliser les municipalités et les parlements nationaux comme une tribune pour «éduquer les masses». La gauche radicale n’a pas compris que des changements fondamentaux sont intervenus dans les institutions démocratiques bourgeoises et lutte désespérément pour redonner la vie à un cadavre en décomposition : la démocratie municipale (le «municipalisme» libertaire) et parlementaire (la «Sixième République» de Mélenchon ; ou les fadaïses sur le «tirage au sort» et autres recettes des nuitdeboutistes et autres Indignés).

– Confinés dans les universités et la petite bourgeoisie salariée, les mouvements d’extrême gauche et anarchistes ont adopté des politiques identitaires⁴², qui les conduisent à adopter des théories confuses et –en fait réactionnaires. Par conséquent, il n’est pas difficile de comprendre pourquoi ils sont incapables (et seraient incapables même s’ils le voulaient) de s’implanter sérieusement au sein de la classe ouvrière.

– Valérie Igounet et Vincent Jarousseau, *L’illusion nationale*, Les Arènes/XXI, 2017

– Valérie Igounet, *Les Français d’abord, slogans et viralité du discours Front National*, 2017.

– Michel Eltchaninoff, *Dans la tête de Marine Le Pen*, Solin/Actes Sud, 2017.

– Mathias Destal et Marine Turchi, «*Marine est au courant de tout,*» Flammarion, 2017.

– Joel Gombin, *Le Front national*, Eyrolles, 2017

– Antoine Baltier, *Comment devient-on électeur au Front national*, 2016, Cherche Midi

– G. Maugier et W. Pelletier (dir.), *Les classes populaires et le FN : Explications de vote*, Les liens qui libèrent, 2017

– Christèle Marchand-Lagier, *Le vote FN, Pour une sociologie localisée des électors frontistes*, DeBoek, 2017

– Violaine Girard, *Le vote FN au village : Trajectoires de ménages populaires du périurbain*, Editions du Croquant, 2017

⁴² Cf. notamment «Les dix commandements de la gauche théocompatible» (<http://www.mondialisme.org/spip.php?article1067>); «Dialogue autour du PIR: articulation entre antiracisme et lutte de classe» (<http://www.mondialisme.org/spip.php?article2438>) : «Discussion à propos de la Marche contre le racisme et pour la dignité du 31 octobre» (<http://www.mondialisme.org/spip.php?article2369>), etc.